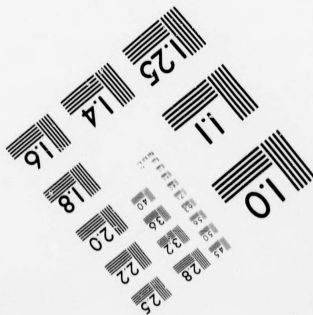
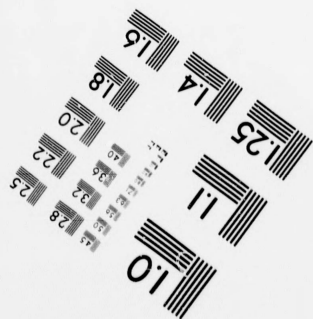
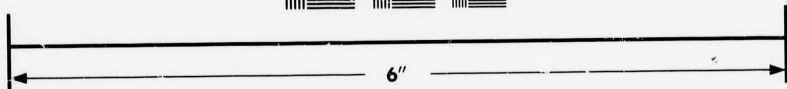
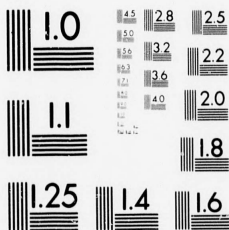


IMAGE EVALUATION TEST TARGET (MT-3)



Photographic
Sciences
Corporation

23 WEST MAIN STREET
WEBSTER, N.Y. 14580
(716) 872-4503

Canada

45
35
32
36
40
28
25
22
20
18

**CIHM/ICMH
Microfiche
Series.**

**CIHM/ICMH
Collection de
microfiches.**

11
10
5
2



Canadian Institute for Historical Microreproductions

Institut canadien de microreproductions historiques

1979

Technical Notes / Notes techniques

The Institute has attempted to obtain the best original copy available for filming. Physical features of this copy which may alter any of the images in the reproduction are checked below.

L'Institut a microfilmé le meilleur exemplaire qu'il lui a été possible de se procurer. Certains défauts susceptibles de nuire à la qualité de la reproduction sont notés ci-dessous.

Coloured covers/
Couvertures de couleur

Coloured pages/
Pages de couleur

Coloured maps/
Cartes géographiques en couleur

Coloured plates/
Planches en couleur

Pages discoloured, stained or foxed/
Pages décolorées, tachetées ou piquées

Show through/
Transparence

Tight binding (may cause shadows or distortion along interior margin)/
Reliure serré (peut causer de l'ombre ou de la distortion le long de la marge intérieure)

Pages damaged/
Pages endommagées

Additional comments/
Commentaires supplémentaires

Bibliographic Notes / Notes bibliographiques

Only edition available/
Seule édition disponible

Pagination incorrect/
Erreurs de pagination

Bound with other material/
Relié avec d'autres documents

Pages missing/
Des pages manquent

Cover title missing/
Le titre de couverture manque

Maps missing/
Des cartes géographiques manquent

Plates missing/
Des planches manquent

Additional comments/
Commentaires supplémentaires

The i
possi
of the
filmir

The l
cont
or the
appli

The c
filme
instit

Maps
in on
upper
botto
follow

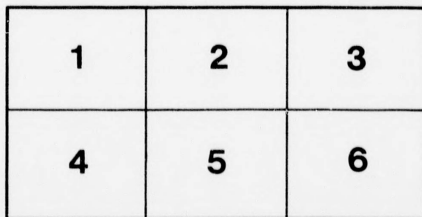
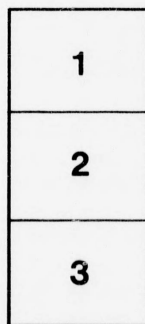
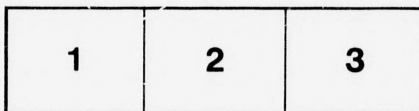
The images appearing here are the best quality possible considering the condition and legibility of the original copy and in keeping with the filming contract specifications.

The last recorded frame on each microfiche shall contain the symbol → (meaning "CONTINUED"), or the symbol ▼ (meaning "END"), whichever applies.

The original copy was borrowed from, and filmed with, the kind consent of the following institution:

Library of the Public
Archives of Canada

Maps or plates too large to be entirely included in one exposure are filmed beginning in the upper left hand corner, left to right and top to bottom, as many frames as required. The following diagrams illustrate the method:



Les images suivantes ont été reproduites avec le plus grand soin, compte tenu de la condition et de la netteté de l'exemplaire filmé, et en conformité avec les conditions du contrat de filmage.

Un des symboles suivants apparaîtra sur la dernière image de chaque microfiche, selon le cas: le symbole → signifie "A SUIVRE", le symbole ▼ signifie "FIN".

L'exemplaire filmé fut reproduit grâce à la générosité de l'établissement prêteur suivant :

La bibliothèque des Archives
publiques du Canada

Les cartes ou les planches trop grandes pour être reproduites en un seul cliché sont filmées à partir de l'angle supérieure gauche, de gauche à droite et de haut en bas, en prenant le nombre d'images nécessaire. Le diagramme suivant illustre la méthode :

A TH

CE

Parr
dans le
avons
d'une
être po

Placeme
Prison d
Prisons
Chemins

Cett
vait ri
jours
l'intéré
tien du

En I

Pour che
Construc

En I

Subventi
Prison de
de T

A TRAVERS LES DOCUMENTS OFFICIELS

CE QUE NOUS AVONS PAYÉ ET CE QU'IL NOUS RESTE.

Parmi les paiements effectués en 1871, nous trouvons dans les comptes publics les sommes suivantes, que nous avons notées comme représentant des constructions d'une nature permanente et pouvant, par conséquent, être portées à l'actif de la province :

Placement chemin de fer à barrière de Québec.....	\$ 15,000 00
Prison d'Aylmer.....	8,146 56
Prisons et Palais de Justice, construction.....	70,253 02
Chemins de fer.....	48,171 20

Cette dernière somme étant une subvention, ne devait rien rapporter au gouvernement, mais c'était toujours autant de pris sur le revenu et d'appliqué dans l'intérêt public, en sus des sommes nécessaires au maintien du gouvernement.

En 1872, nous avons payé :

Pour chemins de fer.....	\$99,180 00
Constructions de prisons et palais de justice.....	48,387 96

En 1874, nous avons payé :

Subventions aux chemins de fer.....	38,700 00
Prison des femmes à Montréal et prisons de Sherbrooke et de Trois-Rivières.....	39,789 20



1875.

Subventions aux chemins de fer..... 1,048,799 00

Sur ce montant, le chemin de fer devenu depuis la propriété du gouvernement, et que nous désignerons ci-après sous le nom de chemin de fer du Nord, figure pour un montant de \$652,856.19.

Pendant cette année, le gouvernement a placé comme prêt à l'Asile de Beauport \$50,000, dont 25,000 ont été remboursées depuis.

Il a été payé en outre \$26,583 comme fonds d'amortissement des bons provinciaux des chemins de fer, 1 pour cent sur un emprunt de \$2,750,000.

L'intérêt sur la dette publique figure pour la première fois dans les comptes publics. Il se monte à \$123,912.04.

En fait de constructions, \$30,762.50 sont dépensées pour la prison des femmes de Montréal.

1876.

Prêt à l'asile de Saint-Jean de Dieu..... \$60,000 00
Fonds d'amortissement, bons provinciaux sur premier emprunt de \$400,000..... 77,694 21
Subventions aux chemins de fer..... 1,517,800 78
Dont \$1,322,055.01 pour le chemin de fer du Nord.

1877.

Construction de l'Ecole Normale Jacques-Cartier..... 43,521 90
L'intérêt sur la dette publique se monte à..... 403,766 37
Le produit des bons provinciaux à cinq pour cent sur le premier emprunt se monte à..... \$1,923,038 63
Do sur le second emprunt..... 4,185,333 33
Total..... \$6,113,371 96

1878.

L'intérêt sur la dette publique était de..... \$399,237 48
Fonds d'amortissement, bons provinciaux..... 157,743 10

Nous fournissons les deux chiffres qui précèdent et plusieurs autres de même nature, tout en étant bien convaincu qu'ils n'ont aucune corrélation avec ceux que nous désirons porter à l'actif de la province sous le chef

d'an
non
don
plus
dép
tern

E

Nouv
Const
Chem
I

Ecole
Const
Paier
I
L'int
I
Fond

Recet
s
I
Intér

Dette
Empr

Fond
Const

Subv

D
ayor
plac

En fo
Chem
Asile
Asile

d'amélioration d'une nature permanente. Nous les donnons à titre de renseignements. Quand aux autres dont nous venons de parler, nous les additionnerons plus loin séparément, afin d'établir ce que nous avons dépensé en dehors des frais d'administration, en d'autres termes, ce qui nous reste et ce qui reste au pays.

En 1878, nous voyons au compte de construction :

Nouvelle Ecole Normale Jacques-Cartier.....	\$45,151 32
Construction des départements publics.....	127,000 00
Chemins de fer.....	2,610,594 00
Dont \$2,146,108.01 pour le chemin de fer du Nord.	

1879.

Ecole Normale Jacques-Cartier.....	\$22,538 14
Constructions des départements publics.....	114,000 00
Paiements faits aux chemins de fer.....	2,303,749 06
Dont \$1,900,980.83 pour le chemin de fer du Nord.	
L'intérêt sur la dette publique a été de.....	560,654 45
Dont \$95,594,76 sur emprunts temporaires.	
Fonds d'amortissement, bons des chemins de fer.....	318,425 85

1880,

Recettes nettes du chemin de fer du Nord	\$110,911 31
sur \$389,302.33 de recettes brutes, laissant.....	278,391 02
pour frais d'exploitation.	
Intérêt sur la dette publique.....	\$568,759 04
Dette fondée.....	\$10,758,440 00
Emprunts temporaires.....	1,320,000 00
Total.....	\$12,078,440 00

Fonds d'emprunt municipal, montant dû.....	4,129,310 81
Construction, départements publics	132,142 65
“ Ecole Normale Jacques-Cartier.....	20,530 87
“ chemin de fer du Nord.....	253,129 52
Subventions aux autres chemins de fer	232,360 87

D'après les comptes de 1880 les derniers que nous ayons, voici quel était au 30 juin 1880 le montant des placements du gouvernement :

En fonds d'amortissement.....	\$320,132 10
Chemin à barrière de la Rive Nord.....	15,000 00
Asile de Beauport.....	25,000 00
Asile de Saint-Jean de Dieu.....	60,000 00
Total.....	\$420,132 10

1881.

Nous avons puisé dans un état des recettes et paiements de la province de Québec depuis le 1er juillet 1880 au 30 avril 1881, inclusivement, des renseignements qui nous permettent, avec l'aide des estimations pour l'année courante, de donner un état approximatif de la situation financière actuelle de la province.

Les principaux articles du côté des recettes sont :

Reçu du gouvernement fédéral, subside et fonds en fidéi-commis	\$1,014,712 12
Trafic du chemin de fer du Nord.....	646,642 00
Emprunt temporaire de la Banque de Montréal.....	200,000 00
Emprunt temporaire de la Banque Dominion	300,000 00
Produit de l'emprunt en France	3,772,717 23

Du côté des paiements, nous avons :

Construction du chemin de fer du Nord...	2,023,885 70
Subventions aux chemins de fer.	216,466 40

Dettes publiques :

Intérêt sur la dette	\$662,883 06
Fonds d'amortissement.....	100,253 33
Frais d'administration	16,667 81
<hr/>	
Total.....	779,784 20
Colonisation.....	\$57,997 25
Dépenses trafic chemin de fer du Nord..	575,562 03
Remboursement d'un emprunt temporaire à la banque du Peuple.....	300,000 00
Do do à la banque Dominion	500,000 00
Do do à la banque de Montréal, fonds consolidé des chemins de fer.....	270,000 00

Maintenant, désirons-nous savoir où est allé l'argent que nous avons emprunté? Mettons en regard de la dette publique les sommes dépensées pour améliorations d'un caractère permanent, ainsi que les propriétés, valeurs, etc., possédées par le gouvernement.

Pour construction d'édifices publics, nous avons payé :

paie-
juillet
signe-
ations
matif

t :

1,712 12
1,642 00
1,000 00
1,000 00
2,717 23

3,885 70
3,466 40

9,784 20

5,562 03
0,000 00
0,000 00

0,000 00

argent
de la
éliora-
roprié-

avons

En 1871.	Prison d'Aylmer.....	\$ 8,146 56
"	Prisons et palais de justice.	70,253 02
En 1872.	" " "	48,387 96
En 1874.	Prison des femmes à Montréal et prisons de Sherbrooke et de Trois-Rivières	39,789 20
En 1875.	Prison des femmes, Montréal..	30,762 50
En 1877.	Ecole Normale Jacques-Cartier..	43,521 90
En 1878.	" "	45,151 32
"	Construction, départements pu- blies.....	127,000 00
En 1879.	Ecole Normale Jacques-Cartier..	22,538 14
"	Construction, départements pu- blies.....	114,000 00
En 1880.	Construction, départements pu- blies	132,142 65
"	Ecole Normale.....	20,530 87
En 1881.	Appert à l'état fourni par le gou- vernement, paiements jus- qu'au 30 avril 1881, départe- ments publics.....	78,260 26
Total.....		<u>\$798,484 38</u>

SUBVENTIONS AUX CHEMINS DE FER.

1871.....	\$ 48,171 20	
1872.....	99,180 00	
1874.....	38,700 00	
1875.....	1,048,799 00	
1876.....	1,517,800 78	
1877.....	3,481,670 24	
1878.....	2,610,594 00	
1879.....	2,303,749 06	
1880, Q. M. O. et O.....	253,129 52	
" autres.....	232,360 87	
1881, Q. M. O. et O.....	2,023,385 70	
" autres.....	216,466 40	
		<u>13,874,006 77</u>
Fonds d'emprunt municipal, montant dû 30 juin 1880		4,129,310 81
Agriculture, etc.....		2,504,943 76
Total.....		<u>\$21,306,745 72</u>

Ce dernier article se répartit comme suit :

DÉPENSE DU 1^{ER} JUILLET 1867 AU 31 MAI 1880.

Année.	Agriculture.	Colonisation.	Immigration.	Répatriement
1868.....	48,679 30	9,671 27	.....	.....
1869.....	54,473 00	65,398 07	.....	.....
1870.....	49,863 00	223,844 31	5,958 12	.....
1871.....	59,748 79	173,481 10	19,581 94	.....
1872.....	59,645 90	153,393 37	19,894 28	.....
1873.....	83,248 00	129,291 31	40,681 25	.....
1874.....	61,352 15	131,741 81	48,978 79	.....
1875.....	56,880 74	125,953 61	38,657 48	3,472 92
1879.....	53,332 82	63,369 56	30,294 39	42,903 30
1877.....	77,466 59	48,000 00	20,964 40	42,956 14
1878.....	60,610 02	68,000 00	14,443 89	13,959 42
1879.....	68,276 13	38,000 00	13,685 25	1,114 75
1880.....	65,236 01	29,000 00	8,329 79	1,146 83
Total	768,592 45	1,260,144 61	261,469 58	\$105,553 44
Grand total.....				\$2,395,680 08

A cela il faut ajouter :

Aide aux gens en détresse. Côte du Labrador.....	2,365 93
“ “ “ du Saguenay.....	14,009 88
Grains de semence, Saguenay.....	28,050 00
Aide aux gens en détresse, Ottawa.....	3,000 00
“ “ “ Iles de la Magdeleine.....	3,330 62
“ “ “ Canton de Cranbourne.....	500 00
Ce qui fait un montant de	\$2,446,936 51

A ajouter tel que par état pour les dix mois finissant le 30 avril 1881 :

Colonisation... ..	57,997 25
	\$2,504,943 76

Aux \$420,211.10, montant des placements de la province en 1880, ajoutez 100,233.33, contenu dans l'état déjà cité pour 1881 et vous aurez \$520,365.43, à ajouter aux 21,306,745.72, montant des paiements déjà cités, ce qui forme \$21,827,111.15. Rien d'étonnant si, pour arriveres à payer un montant aussi énorme en sus des dé-

per
gés
ma
pai
tion
plu
tier
ges
que
pay
fins
just
vin
où
pal
por
que
not
pui
tion
avo
mai
rab
dett
avo
tées
fite
me
dén
aux
doi
ne
Si
n'at
une
N
erci
son
Notr
A

penses ordinaires d'administrations, nous avons été obligés de nous charger d'une dette considérable. Et remarquez que, dans cette somme ne sont pas compris les paiements considérables faits chaque année aux institutions de charité. Nous sommes peut-être le peuple le plus gouverné, sinon le mieux gouverné du monde entier. Notre système de législation coûte cher, les rouages de l'administration de la justice sont très compliqués et nécessitent un personnel nombreux. Nous payons annuellement des sommes considérables pour les fins de l'Instruction publique. L'administration de la justice est laissée toute entière à la charge de la province contrairement à ce qui se pratique dans Ontario, où une partie de cette dépense retombe sur les municipalités, et cependant nous trouvons moyen, avec notre population relativement peu nombreuse, de faire plus que rencontrer ces dépenses considérables, sans entamer notre capital et sans avoir recours à la taxe directe, puisque le montant que nous avons payé en améliorations publiques dépasse le montant de la dette que nous avons contractée. Nous avons une dette il est vrai, mais à côté de cette dette, qui n'est pas aussi considérable paraît-il que celle de la ville de Montréal, de cette dette qui n'atteint pas le chiffre de \$16,000,000, nous avons en actif et en dépenses extraordinaires représentées par des améliorations publiques, dont le pays profite, si elles ne restent pas toutes à l'actif du gouvernement, un montant qui dépasse 21 millions. Tout cela démontre que le pays est gouverné par des hommes aux vues larges, qui entendant l'économie telle qu'elle doit être entendue, qui savent que la véritable économie ne consiste pas à entasser des sous les uns sur les autres, Si c'était là le genre d'économie qu'ils nous faut nous n'aurions pas besoin de gouvernement et ce serait une dépense inutile que de se payer le luxe d'en avoir.

Nous avons dit qu'au 30 juin 1880, fin du dernier exercice financier pour lequel les comptes publics nous sont parvenus :

Notre dette, y compris les emprunts temporaires se montait à..... \$12,078,440

A ajouter :

riement

.....

 3,472 92
 42,903 30
 42,956 14
 13,959 42
 1,114 75
 1,146 83
 \$105,553 44
 2,395,680 08

2,365 93
 14,009 88
 28,050 00
 3,000 00
 3,330 62
 500 00
 2,416,936 51

finissant

57,997 25
 \$2,504,943 76

de la pro-
 lans l'état
 , à ajouter
 à cités, ce
 t si, pour
 sus des dé-

Emprunt temporaire.....	500,000
Plus ce qu'on est convenu d'appeler l'emprunt français	4,000,000
	<u>\$16,578,440</u>

A déduire :

Remboursement d'emprunts temporaires.....	
Banque du Peuple.....	300,000
“ Dominion.....	500,000
“ de Montréal.....	270,000
	<u>1,070,000</u>
Balance..	\$15,508,440

Etant le montant approximatif de la dette d'après les rapports que nous avons en mains.

Maintenant veut-on savoir ce que nous coûte le chemin de fer du Nord qui est devenu la propriété du gouvernement ? Les comptes publics vont nous l'apprendre. Nous avons payé pour ce chemin :

En 1875.....	\$ 652,756 19
“ 1876.....	1,322,055 01
“ 1877.....	3,203,130 79
“ 1878.....	2,146,108 01
“ 1879.....	1,900,980 83
“ 1880.....	253,129 52
“ 1881.....	2,023,385 70
	<u>\$11,501,546 05</u>

	11,501,546 05
Ajoutez placements.....	520,365 43
Edifices publics, construction	798,484 38
Fonds d'emprunt municipal.....	4,129,310 81
	<u>\$16,839,706 67</u>

Et vous aurez à l'avoir de la province, soit.....	\$16,839,706 67
Contre une dette de.....	\$15,508,440 00
	<u>\$1,331,266 67</u>

On objectera que la valeur réelle des propriétés que représente ce montant est au-dessous du prix qu'elles nous ont coûté. Nous sommes prêts à l'admettre, mais cela ne prouve pas que le gouvernement ait fait un mauvais placement en dépensant cet argent pour des améliorations publiques dont la nécessité était admise par tout le monde. En devenant propriétaire du che-

mi
bu
fai
bli
dra
dép
mu
du
vra
nen
der
reg
mo
tou
bar
tes.
pré
y a
E
lim
lior
ont
ter
con
nan
été
dis
cett
alor
aux

La
proc
de p
aux
sœu

500,000
4,000,000
416,578,440

1,070,000
415,508,440

près les

le che-
du gou-
appren-

min de fer du Nord, le gouvernement a dû avoir pour but d'assurer le parachèvement de cette ligne et non de faire une spéculation. La construction des édifices publics étant nécessaire, et, cela étant admis, l'on conviendra que ces édifices représentent le montant qui a été dépensé pour leur construction. Le fonds d'emprunt municipal ne rapportera peut-être pas le plein montant du chiffre qui le représente, mais il n'en est pas moins vrai que cette somme est légitimement due au gouvernement et que s'il fait une remise aux municipalités, ces dernières en profiteront. En mettant ces chiffres en regard de la dette, nous ne prétendons pas donner le montant réalisable de notre actif, mais nous voulons tout simplement démontrer que nous n'allons pas à la banqueroute ainsi que l'on prétendu certains pessimistes. Nous avons voulu établir que notre dette est représentée par quelque chose de tangible et nous croyons y avoir réussi.

En 1880, la province de Québec comprenait dans ces limites déduction faite des rivières, environ 120 millions d'acres de terre, sur ce nombre, 10,153,781 acres ont été concédés en seigneuries et 101,153,781 acres des terres de la Couronne et du clergé ont été vendus ou concédés, laissant une balance non concédée appartenant à la Couronne, de 99,767,878 dont 29,383,689 ont été licenciés pour la coupe du bois, ce qui laisse à la disposition de gouvernement, 69,784,198 acres. Depuis cette époque des ventes à l'enchère ont eu lieu. Il était alors dû au gouvernement \$750,000 pour terrains vendus aux colons.

501,546 05
520,365 43
798,484 38
123,310 81

,839,706 67

,508,440 00

,331,236 67

étés que
qu'elles
tre, mais
t fait un
pour des
t admise
du che-

DEPENSES DE QUEBEC ET D'ONTARIO COMPARÉES.

La presse et les orateurs libéraux ont l'habitude de proclamer, dans leur *bonne foi incomprise, leur patriotisme de partisans aveugles et leur dévouement moins qu'éclairé* aux intérêts de la province de Québec, que la province-sœur d'Ontario est la mieux gouvernée, la moins taxée

et de beaucoup la plus heureuse et la plus prospère des deux grandes provinces de la confédération.

Le contraire de cette assertion *libérale* est l'exacte vérité.

Les libéraux doivent évidemment parler des dépenses susceptibles de contrôle, de ces dépenses qu'un gouvernement sage et économe peut parfois réduire dans une assez forte proportion, quand les gouvernements précédents ont mis les intérêts publics en danger par leurs extravagances et leurs gaspillages effrénés.

Voici un état comparatif complet et exact de toutes les dépenses des deux provinces susceptibles de contrôle, de réduction. Cet état énumère, pour Ontario, les dépenses de 1880, et pour Québec celles du dernier exercice financier. Impossible d'établir une comparaison plus juste et plus équitable. Nous invitons tout spécialement les libéraux, qui se font journellement les détracteurs intéressés de leur province, à les étudier avec soin.

DÉPENSES SUSCEPTIBLES DE CONTROLE.

	Québec.	Ontario.
Gouvernement Civil.....	\$177,658.06	\$178,229.00
Législation.....	144,582.00	108,900.00
Justice.....	443,787.00	280,990.00
Education et institutions publiques.....	355,535.00	505,025.73
Institutions publiques.....		534,412.80
Immigration.....		41,200.00
Agriculture, colonisation etc.....	156,140.00	106,750.00
Institutions de charité.....	263,630.00	78,141.98
Divers.....	16,900.00	50,273.73
Travaux publics, réparations.....		14,000.00
Travaux publics, au compte du capital.....		111,241.00
Travaux publics, réparations.....	215,485.62	11,900.00
Travaux public, au compte du capital.....		29,950.00
Colonisation.....		95,500.00
Au res charges, terres de la Couronne.....	169,630.00	75,000.00
Dépenses imprévues.....		50,000.00
A ajouter aux dépenses de Québec les crédits supplémentaires votés à la session de 1880 et à celle de 1881 pour cet exercice.....	\$40,268.65	
	-----	-----
Total.....	1,983,615.67	2,263,514.24
Moins dépenses de Québec.....		1,983,615.67

Différence en faveur de Québec.....		\$279,898.57

Le gouvernement libéral d'Ontario, que nos adversaires ne cessent de nous citer comme modèle à imiter, dépense donc incontestablement \$279,898.57 de plus, par année, que le gouvernement conservateur de Québec.

Mais on se tromperait fort si on allait s'imaginer que cette somme déjà très élevée représente l'écart véritable qui existe en notre faveur entre les dépenses susceptibles de contrôle sous le ministère Chapleau et les mêmes dépenses sous le ministère Mowat.

L'état comparatif ci-dessus fait voir qu'à Ontario l'on dépense, règle générale, beaucoup plus que nous ne dépensons à Québec pour tous les services publics, à l'exception des suivants dont le coût est, dans les deux provinces :

	Ontario.	Québec.
Institutions de charité	\$ 78,141.98	\$363,630.00
Justice.....	280,990.00	443,787.00
Législation.....	108 900.00	144,582.00
	<hr/>	<hr/>
Total.....	\$168,031.98	\$851,999.00
Moins dépenses d'Ontario.....		468,031.98
		<hr/>
Différence contre Québec.....		\$383,967.02

Pour établir une comparaison juste et équitable entre les dépenses susceptibles de contrôle dans les deux provinces, il faut évidemment tenir compte des modes différents de procéder suivis par chacune d'elle en rapport avec les trois services ci-dessus.

On serait porté à croire, au premier abord, que la population d'Ontario paye \$185,488.02 pour ses institutions de charité, et \$162,797.00 pour l'administration de la justice, de moins que ne paye la population de Québec. C'est là une grave erreur. Le mode de procéder, la législation ne sont pas semblables dans les deux provinces, voilà tout. D'après les lois d'Ontario, la plus forte partie des sommes payables aux institutions de charités et une partie considérable des frais de l'administration de la justice sont à la charge des contribuables ou des municipalités. Ainsi, dans cette province modèle, au lieu de prendre dans la poche de droite on prend dans

ère des
l'exacte
épenses
gouver-
ans une
s précé-
par leurs
e toutes
de on-
tario, les
dernier
compa-
ons tout
ment les
étudier

Ontario-
\$178,229.00
108,900.00
280,990.00
505,025.73
534,412.80
41,200.00
106,750.00
78,141.98
50,273.73
14,000.00
111,241.00
11,900.00
29,950.00
95,500.00
75,000.00
50,000.00

2,263,514.24
1,983,615.67
\$279,898.57

la poche de gauche des contribuables les \$348,285.02 que semblent y coûter de moins qu'à Québec les institutions de charité et l'administration de la justice. Au fond cela revient au même, et la population d'Ontario n'en paye pas moins cette somme *respectable*. Nous sommes donc en droit de l'ajouter au chiffre déjà constaté des dépenses susceptibles de contrôle de cette province, ce qui porte du coup à \$628,183.59 la différence en faveur de Québec.

Et nous pourrions encore tenir compte du fait que la législation coûte \$35,682.00 de plus à Québec qu'à Ontario, pour l'unique raison qu'à Québec nous avons deux langues officielles, tandis qu'Ontario, refusant toute justice aux Canadiens-français qui résident dans les limites de son territoire, ne reconnaît que la langue anglaise. Les frais de traduction et d'impression dans les langues française et anglaise sont la cause de cet excédant des dépenses de la législation dans notre province.

La différence en faveur de Québec, au point de vue de l'économie dans l'administration de la chose publique, est donc de \$663,865.59.

Les libéraux ont donc tort de dénigrer notre province au profit d'Ontario ?

Ces *bons patriotes* répondront peut-être qu'Ontario a un surplus en caisse d'environ \$4,000,000, et que la dette de Québec est de \$16,000,000.

L'argument n'est pas fort.

Nous avons souscrit, à même les fonds du trésor provincial, quelques \$5,000,000 pour venir en aide aux compagnies privées qui ont entrepris la construction de voies ferrées dans la province. Il est bon de ne pas l'oublier.

Et puis, si le gouvernement libéral d'Ontario peut compter à son actif \$4,000,000 ou \$4,500,000 économisés par un gouvernement conservateur précédent, Québec peut compter de même et faire entrer le chemin de fer du Nord en ligne de compte.

Or le chemin de fer du Nord doit rapporter aux contribuables de la province de Québec \$1,000,000 de revenus bruts. Le trésor provincial en profite pour une partie, la balance retourne dans la poche des contribuables, soit

\$348,235.02
 de les insti-
 justice. Au
 n d'Ontario
 able. Nous
 déjà cons-
 cette pro-
 différence

fait que la
 ec qu'à On-
 avons deux
 t toute jus-
 les limites
 e anglaise.
 les langues
 cédant des
 ce.

int de vue
 e publique,
 re province

u'Ontario a
 et que la

trésor pro-
 aide aux
 truction de
 de ne pas

ntario peut
 économisés
 nt, Québec
 min de fer

aux contri-
 de revenus
 une partie,
 uables, soit

ÉTAT COMPARATIF DES DÉPENSES SUSCEPTIBLES DE CONTROLE DE
 1878-79, 1879-80 ET 1880-81.

CES CHIFFRES SONT TOUS EXTRAITS DES DOCUMENTS OFFICIELS.

	1878-79	1879-80	1880-81
Législation.....	\$153,135 88		\$144,582 00
2. Gouvernement Civil.....	157,710 06		177,658 06
3. Administration de la Justice.....	473,964 21		443,787 00
4. Education, y compris Arts et Manufactures.....	371,732 56		355,535 00
5. Travaux Publics.....	190,068 79		215,485 62
6. Institutions de charité.....	271,229 46		263,630 00
7. Divers, y compris le fonds de pension.....	29,190 48		16,909 00
8. Autres charges sur le Revenu.....	250,164 24		169,630 00
		\$1,984,511 81	
		..... 1,974,968 13	
		..... \$9,543 68	
		79-80.	
		comparées en bloc.	
		Les dépenses susceptibles de contrôle ont	
		été à peu près les mêmes pour cet exer-	
		cise et l'exercice de 1878-79, ainsi	
		que le prouvent les totaux suivants	
		pris des comptes publics.	
		1879-80	
		1878-79	
		Seule année complète pendant laquelle le	
		gouvernement Joly a contrôlé les	
		finances de la province. L'année sui-	
		vante, 1879-80, est celle de sa chute.	
		Les libéraux, on le sait, ont perdu le	
		pouvoir au mois d'octobre 1879.	
		—Chiffres extraits des comptes publics.	
		1880-81	
		Dépenses prévues et déjà faites, puis que cet	
		exercice est terminé du 30 juin dernier.	
		Il importe de remarquer que cet état	
		comprend non seulement les crédits vo-	
		tés au commencement mais encore les	
		crédits supplémentaires votés à l'expira-	
		tion de cet exercice, savoir dans les der-	
		niers jours de juin 1881, pour équilibrer	
		les montants totaux votés et les dépenses	
		encourues pour chaque service. Ce ta-	
		bleau comprend évidemment les sommes	
		dont la dépense est autorisée par statut	
		une fois pour toutes, et celles spéciale-	
		ment votées pour l'année 1880-81.	

ÉTAT COMPARATIF DES DÉPENSES SUSCEPTIBLES DE CONTRÔLE LE 1878-79, 1879-80 ET 1880-81.

CES CHIFFRES SONT TOUS EXTRAITS DES DOCUMENTS OFFICIELS.

	1878-79	1879-80	1880-81
<p>1. Législation.....</p> <p>2. Gouvernement Civil.....</p> <p>3. Administration de la Justice.....</p> <p>4. Education, y compris Arts et Manufactures.....</p> <p>5. Travaux Publics.....</p> <p>6. Institutions de charité.....</p> <p>7. Divers, y compris le fonds de pension.....</p> <p>8. Autres charges sur le Revenu.....</p>	<p>Seule année complète pendant laquelle le gouvernement Joly a contrôlé les finances de la province. L'année suivante, 1879-80, est celle de sa chute. Les libéraux, on le sait, ont perdu le pouvoir au mois d'octobre 1879.</p> <p style="text-align: right;">—Chiffres extraits des comptes publics.</p> <p style="text-align: right;">\$153,135 88</p> <p style="text-align: right;">157,710 06</p> <p style="text-align: right;">473,964 21</p> <p style="text-align: right;">371,722 56</p> <p style="text-align: right;">150,068 79</p> <p style="text-align: right;">271,229 46</p> <p style="text-align: right;">29,190 48</p> <p style="text-align: right;">920,164 24</p>	<p>Les dépenses susceptibles de contrôle ont été à peu près les mêmes pour cet exercice et l'exercice de 1878-79, ainsi que le prouvent les totaux suivants pris des comptes publics.</p> <p style="text-align: right;">1878-79.....\$1,984,511 81</p> <p style="text-align: right;">1879-80.....1,974,968 13</p> <p style="text-align: right;">Economie en 1879-80.....\$9,543 68</p>	<p>Dépenses prévues et déjà faites, puis que cet exercice est terminé du 30 juin dernier. Il importe de remarquer que cet état comprend non seulement les crédits votés au commencement mais encore les crédits supplémentaires votés à l'expiration de cet exercice, savoir dans lesdits jours de juin 1881, pour équilibrer les montants totaux votés et les dépenses encourues pour chaque service. Ce tableau comprend évidemment les sommes dont la dépense est autorisée par statut une fois pour toutes, et celles spécialement votées pour l'année 1880-81.</p> <p style="text-align: right;">\$144,582 00</p> <p style="text-align: right;">177,658 06</p> <p style="text-align: right;">443,787 00</p> <p style="text-align: right;">355,535 00</p> <p style="text-align: right;">215,485 62</p> <p style="text-align: right;">263,630 00</p> <p style="text-align: right;">16,900 00</p> <p style="text-align: right;">169,630 00</p>
<p>A ajouter, en les répartissant sur les différents items ci-dessus, les crédits supplémentaires votés à la session de 1880 et compris dans le montant total des crédits votés pendant cette session et qui se montent à \$1,668,285, au lieu de \$1,648,535 entrés dans la première liste des crédits à voter pour l'exercice financier de 1880-81, tel qu'il appert à la dite liste des crédits et aux pages 231, 262 et 267 des procès-verbaux de l'Assemblée législative à sa session de 1880.....</p>	<p>A ajouter et répartir également la différence entre les crédits supplémentaires votés à la session suivante (1881) pour ce même exercice, 1880-81, et le montant de ces crédits porté sur la liste qui en avait d'abord été préparée, ainsi qu'il appert à la dite liste annexée à celle des crédits demandés pour l'exercice de 1881-82, et aux pages 283, 292 et 296 des procès-verbaux de l'Assemblée législative à sa session de 1881 (version anglaise).....</p>		
<p>Economie réalisée en 1880-81 par l'administration Chapleau sur les dépenses susceptibles de contrôle ci-dessus, comparées à celles du</p>	<p style="text-align: right;">Total.....\$1,867,185 68.....</p> <p style="text-align: right;">19,750 00</p> <p style="text-align: right;">\$1,827,476 33</p>		

A ajouter et répartir également la différence entre les crédits supplémentaires votés à la session suivante (1881) pour ce même exercice, 1880-81, et le montant de ces crédits porté sur la liste qui en avait d'abord été préparée, ainsi qu'il appert à la dite liste annexée à celle des crédits demandés pour l'exercice de 1881-82, et aux pages 283, 292 et 296 des procès-verbaux de l'Assemblée législative à sa session de 1881 (version anglaise).....

Total.....
 Economie réalisée en 1880-81 par l'administration Chapleau sur les dépenses susceptibles de contrôle ci-dessus, comparées à celles du gouvernement Joly en 1878-79.....

20,518 65
\$1,827,476 33
 39,709 35

Total.....

\$1,867,185 68

En même temps qu'il réalisait cette importante économie le gouvernement Chapleau encourageait généreusement et patriotiquement l'agriculture et la colonisation si gravement négligées par M. Joly et ses collègues en 1878-79, et dépensait, en 1880-81, \$38,813.87 de plus que ces derniers n'avaient consacré pour ces fins en 1878-79, ainsi que l'établissent les chiffres suivants qui complètent la liste des dépenses susceptibles de contrôle de 1878-79 et 1880-81.

Agriculture, colonisation, immigration et repatriement.....
 Toutes autres dépenses susceptibles de contrôle et détaillées ci-dessus.

Economie réalisée en 1880-81 en dépit de la dépense extraordinaire de cette année pour l'agriculture, la colonisation, l'immigration et le repatriement.....

\$ 117,326 13
 1,867,185 68

895 48

TOTAL.....

\$1,984,511 81

EN D'AUTRES TERMES :

Dépenses totales susceptibles de contrôle pour l'année 1878-79, l'agriculture, la colonisation, l'immigration et le repatriement exceptés.....

\$1,867,185 68

MÊMES DÉPENSES, 1880-81 :

Autorisées par Statuts, ainsi qu'il appert aux estimations de l'année..... 213,425 00
 Votées en 1880, pages 231, 262 et 267 des procès-verbaux ci-dessus cités. 1,668,285 00
 Votes en 1881, pages 283, 292 et 296 des procès-verbaux ci-dessus cités..... 101,906 33

TOTAL.....
 Moins sommes octroyées pour l'agriculture, la colonisation, l'immigration et le repatriement.....

\$1,983,616 33
 156,140 00

BALANCE.....

\$1,827,476 33
 \$39,709 35

Economie de 1880-81 sur 1878-79.....

Economie de 1881-82 sur 1878-79		
Total	1,867,185 68	1,867,185 68
Pour cette exercice, 1881-82, le gouvernement (Hapleau a encore augmenté l'octroi de l'agriculture, de la colonisation, de l'immigration et du repatriement ; il dépensera 47 073 87 de plus que les libéraux n'ont dépensé pour ces mêmes objets en 1878-79.		
Agriculture, colonisation, immigration et repatriement, d'après les comptes publics, pour l'année 1878-79,	117,326 13	164,400 00
Mêmes objets en 1881-82, d'après l'état estimatif ou la liste des crédits votés pour cette exercice		1,709,378 00
Autres dépenses susceptibles de contrôle et détaillées dans le tableau comparatif ci-dessus	1,867,185 68	1,873,778 00
Economie de 1881-82 sur 1878-79, en dépit de la dépense extraordinaire à encourir en 1881-82 pour l'agriculture, la colonisation, l'immigration et le repatriement..		110,733 81
Total	\$ 1,984,511 81	\$ 1,984,511 81

N. B.—Et il ne faut pas oublier que dans l'item de la législation pour 1881-82 se trouvent entrées les dépenses des élections générales, soit \$43 000 qui, si on les retranchait, réduiraient cet item de la dépense pour cet exercice à \$129,368.00 et grossiraient d'autant le montant des économies ci-dessus constatées.

FIN D'AUTRES TERMES :

Total des dépenses susceptibles de contrôle, moins l'agriculture, etc., etc., en 1878-79.....	\$ 219 200 00	\$ 1,867,185 68
Mêmes dépenses en 1881-82 :— Autorisées par statuts antérieurs.....	1,654,578 00	
Votées à la dernière session, ainsi qu'il appert aux pages 283, 292 et 296 des procès-verbaux ci-dessus cités.....	Total.....	
Moins sommes octroyées pour l'agriculture, la colonisation, l'immigration et le repatriement.....	\$1,873,778 00	
	164,400 00	
Balance.....	.....	\$ 1,709,378 00
Economie de 1881-82 sur 1878-79.....	.....	\$ 157,807 68

ETAT COMPARATIF DES DÉPENSES SUSCEPTIBLES DE CONTROLE DE 1878-79 ET 1881-82.

PRÉPARÉ D'APRÈS LES DOCUMENTS OFFICIELS.

1. Législation.....
2. Gouvernement civil.....
3. Administration de la Justice.....
4. Instruction publique, y compris les Arts et Manufactures.....
5. Travaux Publiques.....
6. Institutions de charité.....
7. Divers, y compris le fonds de pension.....
8. Autres charges sur le revenu.....

A ajouter les crédits supplémentaires accordés par le Bill des subsides en outre de la première liste des crédits qui ne s'élevaient qu'à \$1,630,078 00 (Voir page 283, 292 et 296 des procès verbaux de l'Assemblée législative à sa session de 1881) (Version anglaise).....

Economie de 1881-82 sur 1878-79.....

pour cette exercice, 1881-82, le gouvernement (l'hapleau a encore augmenté l'octroi de l'agriculture, de la colonisation, de l'immigration et du repariement; il dépensera 47,073,87 de plus que les libéraux n'ont dépensé pour ces mêmes objets en 1878-79.
Agriculture, colonisation, immigration et repariement, d'après les comptes publics, pour l'année 1878-79.....
Mêmes objets en 1881-82, d'après l'état estimatif ou la liste des crédits votés pour cette exercice.....
Autres dépenses susceptibles de contrôle et détaillées dans le tableau comparatif ci-

	1878-79	1881-82
D'après les comptes publics.	\$	\$
1. Législation.....	153,135 88	172,368 00
2. Gouvernement civil.....	157,710 06	169,225 00
3. Administration de la Justice.....	473,964 21	432,087 00
4. Instruction publique, y compris les Arts et Manufactures.....	371,722 56	359,415 00
5. Travaux Publiques.....	190,018 79	78,707 00
6. Institutions de charité.....	271,229 46	288,350 00
7. Divers, y compris le fonds de pension.....	29,190 48	21,500 00
8. Autres charges sur le revenu.....	220,164 24	163,226 00
A ajouter les crédits supplémentaires accordés par le Bill des subsides en outre de la première liste des crédits qui ne s'élevaient qu'à \$1,630,078 00 (Voir page 283, 292 et 296 des procès verbaux de l'Assemblée législative à sa session de 1881) (Version anglaise).....		
Total.....	1,867,185 68	24,500 00
Economie de 1881-82 sur 1878-79.....		
Total.....	1,867,185 68	1,709,378 00
pour cette exercice, 1881-82, le gouvernement (l'hapleau a encore augmenté l'octroi de l'agriculture, de la colonisation, de l'immigration et du repariement; il dépensera 47,073,87 de plus que les libéraux n'ont dépensé pour ces mêmes objets en 1878-79. Agriculture, colonisation, immigration et repariement, d'après les comptes publics, pour l'année 1878-79.....		
Mêmes objets en 1881-82, d'après l'état estimatif ou la liste des crédits votés pour cette exercice.....	117,326 13	164,400 00
Autres dépenses susceptibles de contrôle et détaillées dans le tableau comparatif ci-		
Total.....	1,867,185 68	1,709,378 00

sous
façon
rapp
\$20,0
V
men
surp
Ce
série

Votées à la dernière session, ainsi qu'il appert aux pages 283, 292 et 296 des procès-verbaux ci-dessus cités.....	1,654,578 00
Total.....	<u>\$1,873,778 00</u>
Moins sommes octroyées pour l'agriculture, la colonisation, l'immigration et le repatriement.....	<u>164,400 00</u>
Balance.....	<u>\$ 1,709,378 00</u>
Economie de 1881-82 sur 1878-79.....	<u>\$ 157,807 68</u>

81 : : : co

sous forme de salaires ou de toute autre manière. D'une façon ou d'une autre, ce chemin est une valeur active rapportant \$1,000,000 qui, à 5 0/0, représente un actif de \$20,000,000 pour la province.

Voilà qui paye bien l'intérêt et le fonds d'amortissement de notre dette publique et qui vaut mieux que le surplus d'Ontario.

Ce n'est pas à Ontario mais à Québec que l'on pratique sérieusement l'économie.

NOTRE POSITION FINANCIÈRE A L'AVENIR.

Prenant pour base de nos calculs la dépense totale de 1881-82— (voir l'état estimatif de la dépense de cet exercice et les procès-verbaux de la dernière session de l'Assemblée législative, pages 283, 292 et 296, (version anglaise,)— nous trouvons que nous aurons à faire face, à l'avenir, à des déboursés annuels se montant à.....

\$2,758,458 00

Moins toutefois les dépenses extraordinaires suivantes qui ne sauraient se répéter tous les ans, savoir :

Réparations à Spencer Wood	\$ 4,000 00
Édifices du Parlement, nivellement du Terrain	18,000 00
Dépenses extras des élections générales	33,000 00
Erection d'édifices permanents sur le terrain de l'exposition, à Montréal.....	10,000 00
TOTAL.....	\$65,000 00

\$65,000 00

Dépense annuelle, fixe, pour l'année.....

\$2,693,458 00

Soit en nombre rond

2,700,000 00

Pour faire face à cette dépense annuelle nous pouvons sûrement compter sur les revenus suivants, ainsi que l'indiquant les discours sur les finances prononcés par M. Laugel, lui-même pendant la session de 1870 et ceux pro-

Pour faire face à cette dépense annuelle nous pouvons sûrement compter sur les revenus suivants, ainsi que l'attestent les discours sur les finances prononcés par M. Langelier lui-même pendant la session de 1879, et ceux prononcés sur cette même question par le trésorier actuel, M. Robertson, en 1880 et 1881, et ainsi que l'attestent ces faits.

Gouvernement fédéral, — 80 cents par tête de la population de la province, qui est aujourd'hui de 1,358,469 âmes.....	\$1,086,775 00
do Intérêt qu'il nous paye annuellement sur notre part des fonds de l'éducation supérieur et des écoles communes.....	55,000 00
Terres de la Couronne (ce revenu a atteint le chiffre de \$700,000) disons.....	650,000 00
Timbres.....	225,000 00
Licences.....	225,000 00
Fonds d'honoraires des officiers de justice, à part les timbres.....	10,000 00
Fonds de bâtieses et de jurés.....	40,000 00
Palais de Justice de Montréal.....	5,000 00
Gazette officielle.....	35,000 00
Fonds d'emprunt municipal.....	200,000 00
Chemin de fer du Nord, soit en l'exploitant, soit en consentant à le vendre pour le prix qu'on nous offre, savoir \$8,000,000 @ 5 %.....	400,000 00
Divers petits revenus.....	8,000 00
Les mines.....	30,000 00
TOTAL.....	\$2,869,775 00
Dépenses.....	2,700,000 00
Laisant un surplus, à l'avenir, de.....	\$169,775 00

Et nous ne tenons pas compte, dans l'estimation ci-dessus, du revenu considérable que nous percevrons à l'avenir de l'exploitation, par deux puissantes compagnies françaises et une compagnie américaine, de nos riches et inépuisables mines de phosphate.

Loin d'être sombre, on le voit, notre avenir est donc des plus brillants.
Nous n'aurons plus de déficits, mais des surplus à Québec comme à Ottawa.

